Parizeau et le dollar US: de la mauvaise foi?

MARC F. BELLEMARE
L'auteur est étudiant en sciences économiques et a été directeur du Quartier Libre, *le journal étudiant de l'Université de Montréal.*

Ainsi donc, Jacques Parizeau a lancé l'idée selon laquelle un éventuel Québec souverain pourrait adopter la devise américaine, lors du conseil général du Bloc québécois qui s'est tenu, en fin de semaine dernière, à Rivière-du-Loup, allant même jusqu'à citer en exemple le cas de l'Argentine, dont le gouvernement a proposé récemment de laisser tomber le peso pour le dollar US. Il n'y a pas à dire, il semble que les notions d'économie politique de M. Parizeau soient pour le moins erronées...

L'adoption du dollar US par un éventuel Québec souverain serait loin d'être la meilleure solution, et une comparaison avec l'Argentine dénote soit un manque de connaissances, soit de la mauvaise foi de la part de M. Parizeau. Effectivement, il existe une différence cruciale entre les deux entités politiques. Le Québec est ce que les économistes appellent une « petite » économie ouverte, alors que l'Argentine est une « petite » économie fermée. Quiconque a visité l'Argentine aura assurément remarqué que la plupart des biens de consommation disponibles dans ce pays sont étiquetés « Industria Argentina ».

Jacques Parizeau

L'adoption du dollar US équivaudrait pour un Québec souverain à adopter un régime de taux de change fixe. Or un tel régime, bien que bénéfique pour les petites économies fermées, présente plusieurs désavantages pour une petite économie ouverte. Bien sûr, le Québec serait alors à l'abri des attaques spéculatives... Mais, sur le plan du commerce international, ce dernier serait désavantagé, car ce qui permet aux entreprises québécoises de faire de bonnes affaires sur le plan international, en ce moment, c'est la faible valeur du dollar canadien. Avec le dollar US, comme le coût des biens et services est plus bas aux États-Unis qu'au Québec — étant donné la productivité marginale supérieure, le plus faible taux de syndicalisation, etc. aux États-Unis — une part importante de notre commerce extérieur serait détournée vers nos voisins du Sud.

D'ailleurs, M. Parizeau semble avoir oublié de mentionner que l'Argentine était déjà sous un régime de taux de change fixe selon lequel un peso vaut un dollar US à tout moment. Pour les Argentins, adopter la devise américaine ne ferait pas de grande différence. Et il ne faudrait pas oublier qu'un nombre considérable d'économistes considèrent que Carlos Nenem, le président argentin, a fait allusion à l'adoption de la devise américaine dans le but de rassurer les investisseurs internationaux en les convainquant de la crédibilité de sa politique monétaire. Ces mêmes économistes croient donc que la déclaration de M. Menem à cet effet relève beaucoup plus d'un calcul politique que d'une réelle intention économique.

De plus, un régime de taux de change fixe empêche un gouvernement d'utiliser sa politique monétaire afin d'affecter le cycle économique. M. Parizeau rétorquerait sûrement que ce serait la même situation si un Québec souverain gardait le dollar canadien Or, le fameux « partenariat économique » avec le Canada que le gouvernement du Parti québécois négocierait avec le gouvernement du Canada, lors d'un éventuel OUI au référendum inclurait sûrement quelque provision à cet effet. La Banque du Canada se verrait sûrement forcée de porter intérêt à la situation québécoise avant de décider de sa politique monétaire.

Il se dégage donc du discours de M. Parizeau une certaine mauvaise foi. Il semblerait en effet que, dans le but non avoué d'abandonner tout symbole canadien, M Parizeau soit prêt à proposer des solutions de rechange désavantageuses pour l'économie québécoise. À moins que je ne me trompe et que M. Parizeau ait vraiment démontré à Rivière-du-Loup qu'il y avait de sérieuses lacunes dans sa connaissance de l'économie.

LA PRESSE, jeudi 22 avril 1999, Page B3